



**RAPPORT DE LA PREMIERE CONFERENCE REGIONALE SUR LA SUITE DONNEE AU
SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

(São Paulo, Brésil, 6-9 avril 1997)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX	1-17	1
Lieu et date de la réunion	1	1
Participants	2-13	1
Vérification des pouvoirs	14	2
Election du Bureau	15-16	3
Documents	17	3
B. ORDRE DU JOUR	18	3
C. SEANCES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE	19-34	3
Séance inaugurale	19-31	3
Séance de clôture	32-34	6
D. DEROULEMENT DES TRAVAUX	35-62	6
Séances plénières	36-47	7
Table ronde ministérielle sur la gestion macro-économique et l'atténuation de la pauvreté	48-54	9
Panel sur les stratégies visant à l'atténuation de la pauvreté	55-58	10
Panel sur l'emploi productif	59-60	11
Panel sur l'intégration sociale	61-62	11
E. ADOPTION DES ACCORDS DE LA CONFERENCE	63	11
CONSENSUS DE SAO PAULO	-	12
Annexe 1: LISTE DE PARTICIPANTS	-	19
Annexe 2: LISTE DE DOCUMENTS	-	39

A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Lieu et date de la réunion

1. La première Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social s'est tenue à São Paulo, Brésil, du 6 au 9 avril 1997.

Participants¹

2. Etaient présents à la réunion des représentants de 32 Etats membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ci-après: Argentine, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Equateur, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Haïti, Italie, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Panama, Paraguay, Pérou, Royaume-Uni, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 6 du Mandat de la Commission, les Etats membres suivants des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission étaient en outre représentés à titre consultatif: Afrique du Sud, Chine, Croatie, Fédération russe, Grèce, Inde, Indonésie, Japon, Liban, République arabe syrienne, République tchèque, République de Corée et Roumanie.
4. Etaient en outre représentés, à titre consultatif, les Etats suivants non membres de l'Organisation des Nations Unies: Saint-Siège et Suisse.
5. Le Secrétariat des Nations Unies était également représenté par un fonctionnaire de la Division de la politique sociale et du développement, Département de la coordination des politiques et du développement durable.
6. Etaient également présents des représentants des organismes suivants de l'Organisation des Nations Unies: Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.
7. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également présentes: Organisation internationale du travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation

¹ Voir l'annexe 1.

des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation panaméricaine de la santé de l'Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale, Fonds monétaire international et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

8. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient également représentées: Banque de développement des Caraïbes, Banque interaméricaine de développement, Commission des Communautés européennes, Faculté latino-américaine des sciences sociales, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Organisation des Etats américains, Organisation internationale pour les migrations, et Système économique latino-américain.

9. Les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social étaient également représentées: De la Catégorie I: Conseil international de l'action sociale, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales et Fédération syndicale mondiale. De la Catégorie II: Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, Association latino-américaine des organisations de promotion et Commission sud-américaine pour la paix, la sécurité régionale et la démocratie. Inscrites sur la liste: Conseil international d'éducation des adultes et Fondation Friedrich Ebert.

10. De la catégorie autres organisations non gouvernementales, était également représentée l'Association d'organisations non gouvernementales.

11. Etaient en outre présents les invités spéciaux suivants qui ont participé à la table ronde sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté: MM. Roberto Pizarro, ministre de la planification et de la coopération du Chili; José Antonio Ocampo, ministre des finances et du crédit public de Colombie; Francisco de Paula Gutiérrez, ministre des finances du Costa Rica; Marco Caramuru de Paiva, en représentation de M. Pedro Sampaio, ministre des finances du Brésil, et Mme Faith Innenarity, en représentation de Mme Portia Simpson, ministre du travail, de la sécurité sociale et des sports de la Jamaïque.

12. Les invités spéciaux suivants ont participé aux panels consacrés aux trois thèmes du Sommet mondial pour le développement social. Emploi productif: MM. Osvaldo Hurtado, ancien Président de l'Equateur; Roberto Ayres, Bureau de l'économiste hors-classe, Banque mondiale; et Agustín Ibarra, Secrétaire exécutif du Conseil de normalisation et de certification d'aptitude professionnelle du Mexique. Pauvreté: Mme Ruth Cardoso, épouse du Président de la République fédérative du Brésil et Présidente du Programme Communauté solidaire, et Mme Rose Marie Ruiz Bravo, Présidente-Directeur général, Institut mixte d'assistance sociale du Costa Rica. Intégration sociale: MM. Patricio Aylwin, Président de la Commission latino-américaine et des Caraïbes sur le développement social; Rodolfo Stavenhagen, membre du Collège du Mexique, et Eduardo Amadeo, secrétaire du développement social de l'Argentine.

13. Etaient également présents en qualité d'invités, des représentants de l'Institut interaméricain des droits de l'homme et du Parlement latino-américain.

Vérification des pouvoirs

14. Conformément aux dispositions de l'article 15 du Règlement intérieur de la Commission, les pouvoirs des délégations présentés au Secrétaire exécutif ont été examinés et trouvés en bonne et due forme.

Election du Bureau

15. A la première séance plénière, il a été procédé à l'élection du Bureau de la première Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social.

16. Le Bureau a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Brésil
<u>Vice-présidences:</u>	Nicaragua
	Pays-Bas
	Trinité-et-Tobago
<u>Rapporteur:</u>	Chili

Documents

17. La liste des documents présentés par le Secrétariat à la première Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social est consignée dans l'annexe 2.

B. ORDRE DU JOUR

18. La Conférence a adopté l'ordre du jour ci-après:

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire
3. Le fossé en matière d'équité. L'Amérique latine, les Caraïbes et le Sommet social
4. Présentation de rapports sur l'application dans les pays participants des accords réalisés lors du Sommet mondial pour le développement social
5. Table ronde à l'échelon ministériel sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté
6. Groupes de travail sur les trois thèmes du Sommet mondial pour le développement social:
 - Atténuation et réduction de la pauvreté
 - Emploi productif
 - Intégration sociale
7. Questions diverses
8. Examen et approbation des accords réalisés dans le cadre de la Conférence.

C. SEANCES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE

Séance inaugurale

19. La séance inaugurale s'est tenue au siège du Parlement latino-américain dont le Président, M. Juan Adolfo Singer a souhaité la bienvenue aux participants.

20. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a d'abord remercié le Gouvernement du Brésil de sa collaboration et a souligné la présence des représentants des organisations co-parrainantes. Il a également signalé que cette première réunion régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social est la première de ce genre à se tenir dans les régions en développement. Cette conférence s'inscrit dans le contexte de profondes réformes économiques et sociales actuellement menées en Amérique latine et aux Caraïbes, et dans le cadre de la recherche de politiques et de mesures visant à consolider les progrès accomplis et combler les déficiences.

21. Les opinions à ce sujet sont très divergentes mais pratiquement tout le monde s'accorde à reconnaître que c'est précisément dans les domaines qui ont fait l'objet du Sommet mondial pour le développement social, à savoir l'emploi, la pauvreté et l'intégration sociale, que les progrès ont été les plus modestes et où la situation a même empiré dans certains pays. D'une façon concrète, comme l'indique le document de travail élaboré par la CEPALC en vue de ce débat,² le modèle de développement qui tend à s'imposer dans la région ne parvient pas à créer un nombre suffisant d'emplois productifs pour absorber tous ceux qui s'intègrent à la population économiquement active. Le déphasage et l'hétérogénéité du secteur productif constituent également un obstacle sérieux à l'amélioration de l'équité. C'est pourquoi l'équité est désormais au centre des préoccupations de la CEPALC. L'élimination de la pauvreté et la consolidation progressive de l'intégration sociale et de la gouvernabilité démocratique ne se limitant pas à la création de nouveaux emplois ni à une meilleure gestion des politiques sociales, la CEPALC continue de mettre l'accent sur une approche intégrée passant par une conception unifiée des politiques économiques et sociales et l'adoption de réformes au niveau des cadres réglementaires et institutionnels de façon à progresser simultanément sur la voie de la transformation du processus de production et de l'équité.

22. Le Secrétaire exécutif a signalé, pour conclure, que cette conférence correspond au rôle traditionnellement confié à la CEPALC, à savoir d'instance de rencontre et d'analyse des grands problèmes qui entravent le développement et des moyens susceptibles de contribuer au progrès économique et social des pays membres. Cette réunion sert également de point de convergence avec d'autres institutions et rend compte de la fonction qu'une Organisation des Nations Unies, renouvelée, dynamique et pertinente est capable de jouer dans les domaines économique et social.

23. M. Fernando Henrique Cardoso, Président de la République fédérative du Brésil, s'est réjoui que la réunion soit tenue à São Paulo, ville dont la vitalité et le dynamisme, au même titre que les problèmes sociaux, illustrent à la perfection les difficultés abordées lors des débats.

24. Il a signalé que la réunion de Copenhague avait été l'occasion de réaffirmer des idéaux qui sont ceux de l'Organisation des Nations Unies depuis sa création à San Francisco: la paix et la sécurité, ainsi que les relations et le développement harmonieux dans un esprit humaniste et démocratique. Les problèmes sociaux qui entravent aujourd'hui ce type de développement ne sont pas propres aux seuls pays moins avancés; ils touchent également les nations industrialisées et sont au coeur même de la société contemporaine. Ces thèmes sont présents dans la pensée de la CEPALC depuis sa création. C'est pourquoi elle constitue l'instance la plus pertinente pour les analyser de façon créative dans l'esprit de Copenhague, ainsi que pour échanger des données d'expérience afin d'imprimer aux politiques de développement une orientation qui tienne compte de ces idéaux.

² CEPALC, Le fossé en matière d'équité. L'Amérique latine, les Caraïbes et le Sommet social (LC/G.1954(CONF.86/3)), Santiago du Chili, 12 mars 1997.

25. Le moment où ces engagements ont été contractés par les pays à cette réunion est à la fois opportun et complexe. Opportun car se pose la question des relations entre les questions économiques et sociales après l'échec des expériences de socialisme réel et la fin de l'illusion économiciste fondée exclusivement sur les mécanismes du marché. On en revient aux valeurs mais en sachant que ni ces dernières ni la volonté politique ne suffisent à résoudre les problèmes sociaux s'il n'existe pas une base économique stable.

26. Le moment est également complexe. En effet, toute solution des problèmes sociaux passe par l'intervention d'un Etat qui, aujourd'hui, ne réunit pas les conditions nécessaires en termes d'efficacité et d'efficacité et dont l'action est soumise à de nombreuses contraintes. La première est la capacité de régulation amoindrie des Etats nationaux face aux pressions extérieures, la mondialisation des modalités de production et la révolution technologique et organisationnelle résultant des relations d'interdépendance existant à l'échelle planétaire. La deuxième est l'incapacité bureaucratique de répondre aux pressions internes imposées par des demandes sociales qui se développent à la faveur de l'ouverture démocratique des pays de la région.

27. L'enjeu consiste aujourd'hui à dépasser le stade de perplexité résultant d'une telle situation et trouver la façon de réorganiser les politiques publiques. Il faut s'attacher à créer un nouveau type d'Etat, capable d'agir; en extirper tous les intérêts privés en jeu, et le mettre au service de l'intégration sociale de toute la population. Si l'on pense au *welfare state*, à l'Etat-providence, tel qu'il a été défini à l'échelon mondial, il faut bien convenir que cet Etat de bien-être social n'a jamais existé dans la région; on pourrait plutôt parler d'un Etat de "malaise social", omniprésent et contaminé par les intérêts privés et ceux de sa propre bureaucratie qui se confondent parfois dans la corruption. Une réforme de l'Etat s'impose donc afin d'assurer une répartition plus juste des fruits du développement, une plus grande égalité et des progrès plus rapides dans le domaine social.

28. Cette réunion allait également se pencher sur d'autres thèmes de fond tels que l'éducation, sans laquelle l'inclusion sociale est une utopie: la cohabitation démocratique exige une participation quotidienne de la collectivité, une information libre de toute manipulation et une ouverture des horizons nationaux permettant d'affronter les enjeux du monde contemporain. La mondialisation —scénario inéluctable puisque l'autarcie est désormais impensable— engendre de nouvelles menaces en termes d'exclusion sociale; c'est pourquoi l'éducation joue un rôle fondamental dans la compétitivité des personnes et des pays. D'autre part, le développement mondialisé présente des facettes variables, selon les spécificités de chaque société et de ses valeurs. C'est en fonction de ces dernières que doit être orientée la réorganisation culturelle de façon à ce qu'elle influe sur la préparation et la motivation des individus.

29. Il serait vain, de nos jours, de prôner une pensée fondée sur la dichotomie entre politiques économiques et sociales ou sur des conceptions étatiques. On ne peut, dans les circonstances actuelles, se rallier à une seule bannière, en fonction du moment; il faut adopter une vision kaléidoscopique qui ne soit pas régie par des règles fixes.

30. S'agissant du Brésil, il a abordé différents aspects économiques, politiques et sociaux à la lumière des engagements de Copenhague. Sur le plan économique, le Plan Real avait permis de juguler l'inflation et de concilier stabilisation et croissance économique. A l'échelon politique, les efforts actuels visent à réformer l'Etat, à en modifier les mécanismes, à rapprocher l'action publique des demandes sociales, à décentraliser les services sociaux, à renforcer son action aux niveaux du financement, de l'élaboration de politiques, de l'évaluation de leur incidence, et du contrôle de l'exercice du pouvoir dans la société.

La fin de l'ingérence privée au sein de l'Etat passe par une transformation de l'ethos de l'administration publique qui doit être plus ouverte et démocratique.

31. Dans le domaine social, il a mentionné le problème de l'accès à la propriété foncière en tant que mécanisme d'inclusion de vastes secteurs de la population et a ajouté que le thème des droits de l'homme est un élément essentiel en matière d'équité. Cela implique toute une rééducation et un processus de récupération des valeurs pour rompre le cercle vicieux de la reproduction de la violence et éliminer les pratiques perverses. Il a fait appel à la conscience de son pays afin d'assumer un nouveau type de solidarité et à la dialectique pour mettre fin à l'opposition entre les valeurs propres à la communauté, fondées sur des expériences communes, et celles de la société, basées sur le contrat social. Il a insisté, dans cette réflexion, sur le fait qu'il fallait revenir à l'éthique, non pas en tant qu'objectif moral mais comme moyen effectif de déclencher un mouvement intégrateur au sein de la société.

Séance de clôture

32. A la séance de clôture, le Secrétaire exécutif de la CEPALC a remercié le Gouvernement du Brésil du soutien logistique et technique prêté à la conférence, et tout particulièrement le Président de la République dont la brillante intervention à la séance inaugurale avait servi d'inspiration à tous les travaux de la conférence. Il a ajouté que ces réunions périodiques constituent pour le Secrétariat de la CEPALC l'occasion d'établir une interaction avec les gouvernements des Etats membres à divers niveaux et de leur servir d'instance de rencontre.

33. Il a rappelé que cette réunion, conçue pour évaluer les progrès accomplis dans la matérialisation des engagements contractés au Sommet social ainsi que les carences de ce processus, avait pleinement répondu à ces attentes. Certains avaient été agréablement surpris de constater une évolution notable au niveau de l'adoption de mécanismes et de politiques résultant, dans une large mesure, de l'élan amorcé dans ce domaine par le Sommet de Copenhague. Cette réunion avait, en effet, permis de constater que cet élan n'avait pas été rompu et que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes était l'une des premières à en évaluer les résultats.

34. Le Président de la Conférence a exprimé son adhésion aux propos du Secrétaire exécutif de la CEPALC et a fait ressortir le haut niveau des participants à cette réunion, notamment la présence du Président du Brésil, d'anciens présidents et de ministres actuellement en fonction. Il a également remercié les participants de leur contribution au succès de cette Conférence.

D. DEROULEMENT DES TRAVAUX

35. Les points inscrits à l'ordre du jour ont fait l'objet de séances plénières (points 3, 4, 7 et 8); d'une table ronde à l'échelon ministériel sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté (point 5), et de trois panels consacrés à la pauvreté, à l'emploi et à l'intégration sociale, à savoir les thèmes du Sommet mondial pour le développement social (point 6).

Séances plénières (points 3 et 4 de l'ordre du jour)

36. Le Secrétariat a présenté le document intitulé **Le fossé en matière d'équité. L'Amérique latine, les Caraïbes et le Sommet social**, qui contient: i) un diagnostic de la situation sociale dans les pays de la région, à la lumière des thèmes du Sommet mondial, à savoir la pauvreté, l'emploi et l'intégration sociale, et où est repris un aspect peu étudié jusqu'à présent à l'échelon régional, à savoir la répartition du revenu; ii) une synthèse des réformes actuellement menées dans les pays de la région, sur les plans économique et social, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement et de la sécurité sociale; et iii) des propositions de politiques susceptibles, selon la CEPALC, de contribuer à la matérialisation des objectifs du Sommet mondial pour le développement social.

37. Le diagnostic rend compte des progrès accomplis en matière de lutte contre la pauvreté dans la plupart des pays pendant la décennie 90. Il s'agit, cependant, d'une réduction relativement modeste et la situation a même empiré dans certains cas. A de rares exceptions près, la répartition du revenu a subi une régression et la création d'emplois productifs constitue un problème majeur dans de nombreux pays de la région.

38. En matière d'intégration sociale, il faut signaler que la région présente, depuis toujours, des problèmes dans ce domaine, et que les processus actuels de transformation structurelle avaient engendré un sentiment croissant d'insécurité collective et de méfiance à l'égard des institutions responsables de l'ordre et de la justice. Divers facteurs, tels que la recrudescence de la violence urbaine, le cercle trafic de stupéfiants-corruption-violence, ainsi que les modifications du comportement des individus, ainsi que la ségrégation en fonction du lieu de résidence, peuvent entraîner des situations d'anomie et accroître le risque de conflits sociaux et politiques et, partant, de problèmes croissants de gouvernabilité.

39. Dans cette étude, l'accent est mis sur l'importance de la croissance économique pour combattre la pauvreté et le chômage, tout en faisant ressortir que la politique sociale est une condition indispensable à cette croissance. En effet, ces opportunités d'emploi ne bénéficient que les groupes d'individus ayant incorporé au préalable un capital humain, grâce, notamment, aux politiques sociales, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé.

40. Un autre volet important concerne les dépenses sociales. Dans les années 90, celles-ci ont enregistré une récupération substantielle, après les coupes subies au cours de la décennie antérieure. Cette augmentation porte essentiellement sur les secteurs de l'éducation et de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, une telle augmentation joue un rôle important au niveau de la répartition dans les pays qui se trouvent à un stade avancé de transition démographique et qui possèdent un système de sécurité sociale relativement généralisé.

41. Il convient d'insister sur la nécessité d'une utilisation efficace des ressources acheminées vers les politiques sociales. Pour ce faire, d'importantes modifications doivent être apportées tant sur le plan des objectifs que des critères et des instruments utilisés dans la conception et la mise en oeuvre de ces politiques.

42. Le Secrétariat a également commenté les différentes activités actuellement menées à l'échelon international pour évaluer le degré d'avancement des objectifs du Sommet mondial pour le développement social et a souligné, en particulier, que la Commission de statistique a adopté, en février 1997, des indicateurs sociaux de base, assurant, de ce fait, une situation plus équilibrée en matière d'information sociale et économique, tant en termes de quantité et de qualité que d'opportunité. Il a ensuite mentionné

diverses instances de collaboration entre la CEPALC, les pays et d'autres organisations internationales dans le domaine de l'information sociale.

43. Il a finalement signalé que, à l'instar du produit intérieur brut dans le domaine économique, le pourcentage de ménages pauvres et le taux de chômage apparent constituent les indicateurs de référence employés en matière sociale. Ces derniers doivent néanmoins être complétés par une étude des profils de la pauvreté par catégories d'analyse associées à ce type de politiques (emploi, éducation, sources de revenu, sexe, groupes vulnérables, etc.).

44. Les représentants ont ensuite exposé les principaux programmes et politiques de lutte contre la pauvreté, à la lumière des principaux thèmes de la Conférence. En ce qui concerne les points 3 et 4 de l'ordre du jour, plusieurs intervenants ont mis en relief l'interaction étroite mais complexe entre le développement économique et social. Le développement économique est, en effet, inconcevable sans l'existence de politiques sociales articulées et, pour sa part, le développement social ne peut se consolider dans des contextes économiques instables et vulnérables. Une croissance économique stable constitue une condition nécessaire mais insuffisante à la matérialisation des engagements contractés au Sommet social. Les contraintes dérivées du remboursement de la dette extérieure et les difficultés inhérentes à l'insertion des économies au sein d'une réalité mondialisée, compromettent les efforts visant à l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois productifs et l'intégration sociale. La mondialisation constitue néanmoins une occasion propice pour tirer le meilleur parti possible des capacités productives des économies régionales.

45. L'importance des styles de développement a également été mise en relief. Des rythmes similaires de croissance, accompagnés de différents types de politiques sociales à long terme, se sont traduits par des degrés variables d'avancement dans la réalisation des objectifs arrêtés lors du Sommet mondial. Les modes de développement peuvent être modifiés par l'articulation entre la politique sociale et la politique économique, ce qui implique non seulement un certain nombre d'exigences au niveau des ressources mais aussi de leur utilisation rationnelle et efficace.

46. D'autre part, l'adoption d'une politique sociale adéquate et cohérente vis-à-vis de la politique économique passe par la reconnaissance du caractère général de ces deux types de politique, de leur nature multisectorielle, de la pléthore d'opérateurs qui interviennent dans leur mise en oeuvre et de la dynamique intertemporelle de leurs résultats. C'est pourquoi il faut constater que l'obstacle majeur à la réalisation des objectifs du Sommet social réside dans la structure institutionnelle qui encadre le processus d'articulation. La plupart des délégations ont longuement décrit les différentes mesures adoptées dans leurs pays pour assurer l'articulation de ces deux types de politique, à savoir: la mise en place d'instances de coordination intersectorielle; l'identification d'une autorité responsable du domaine social; les expériences de décentralisation et de participation à l'échelon régional, municipal et communautaire; le renforcement de la gestion locale; la mesure, le suivi et l'évaluation des résultats, ainsi que la collaboration avec les organisations non gouvernementales.

47. En matière de stratégies, les représentants ont commenté différents aspects dont il devra être tenu compte pour continuer à progresser sur la voie de la réalisation des objectifs du Sommet social: les statistiques nécessaires pour évaluer les répercussions et perfectionner le ciblage de certaines politiques; la capacité de gestion des institutions locales; les instances de suivi et d'évaluation des résultats; la prise en compte, dans la définition des politiques, des aspects sexospécifiques et culturels de la structure familiale; l'attention spéciale dont devront faire l'objet les zones rurales; la formulation des politiques

sociales au niveau budgétaire; la combinaison adéquate entre mesures publiques et privées, ainsi que le repérage des groupes cibles et les trains de mesures assistantielles de base.

Table ronde ministérielle sur la gestion macro-économique et l'atténuation de la pauvreté

48. Les participants ont estimé qu'il incombe aux autorités macro-économiques de créer un climat propice à une croissance soutenue et stable dans un contexte d'équité. Au-delà des raisons d'ordre strictement économique qui justifient un tel rôle, on constate, dans la région, que le respect des équilibres macro-économiques fait l'objet du soutien résolu de la collectivité.

49. Ils ont souligné qu'une croissance stable, bien que fondamentale, ne suffit pas à la solution des problèmes d'équité, en particulier si elle n'est pas accompagnée de réformes structurelles. Bien que cette croissance stable ait semblé avoir une incidence sur la réduction de la pauvreté, elle n'avait pas toutefois exercé d'effets favorables au niveau de la répartition du revenu, même dans les économies les plus dynamiques de la région. La croissance doit donc aller de pair avec une politique sociale active, axée sur l'investissement en ressources humaines et favorable à l'action conjointe des opérateurs publics et privés. A cet égard, les participants ont insisté sur le fait qu'il fallait poursuivre l'étude et la mise en oeuvre de l'approche intégrée du développement proposée par la CEPALC. Ils ont également mis en relief la complémentarité existant entre le domaine économique et l'action sociale, tant sur le plan des objectifs que des politiques.

50. S'agissant des objectifs, ils ont signalé que les réformes économiques actuellement en cours s'inscrivent dans le cadre d'un processus de plus grande envergure dont le but est d'atteindre une croissance soutenue et stable dans un contexte mondialisé; d'atténuer la pauvreté et améliorer la répartition et, finalement, de consolider les régimes démocratiques. Aucun de ces trois objectifs n'est indissociable des deux autres; la priorité doit donc être accordée à une vision d'ensemble mettant l'accent sur les progrès équilibrés et évitant tout réductionnisme. Les participants se sont accordés à reconnaître le rythme inégal du progrès actuel; la célérité au niveau de la gestion macro-économique contraste avec la précarité en matière d'équité. Ils ont également souligné la nécessité croissante d'améliorer la qualité de la politique, sa transparence et ses rapports avec la société civile.

51. En ce qui concerne les rapports d'interdépendance et l'influence réciproque des politiques économiques sociales, les participants ont souligné qu'une croissance stable est propice à la réduction de la pauvreté dans la mesure où elle favorise une amélioration sur les plans de l'emploi et des salaires; elle facilite le recouvrement des revenus fiscaux nécessaires au financement des dépenses sociales. Ils ont également insisté sur le fait que l'exclusion de vastes secteurs de la population de l'emploi productif de qualité se traduit par une utilisation inadéquate du potentiel de croissance économique.

52. Les orateurs ont signalé que le thème de la répartition est particulièrement complexe. Dans le cadre de la croissance actuelle, la création de nouveaux emplois est essentiellement concentrée dans le secteur non structuré et les chiffres rendent compte d'un fossé qui ne cesse de se creuser entre les niveaux de rémunération correspondant aux différents degrés de qualification. A cet égard, les participants sont convenus qu'une étude plus approfondie de l'évolution de la répartition s'impose, notamment en ce qui concerne l'incidence de la possession d'actifs productifs et de l'accès plus élargi à l'épargne et à l'investissement.

53. Ils ont estimé que le principal espace de complémentarité entre les volets social et économique est une politique dynamique de formation de ressources humaines qui constituent un atout majeur pour la croissance compétitive dans le contexte d'une économie mondialisée. Cette complémentarité doit être renforcée moyennant l'interaction entre ces deux domaines à l'échelon technique. La gestion économique a progressé plus vite que les mesures d'ordre social. Par ailleurs, ces dernières semblent moins consensuelles et l'évaluation du rendement est un concept encore embryonnaire. La récupération récente, dans certains pays, des niveaux de dépense sociale en termes de pourcentage du PIB est un signe encourageant dans la mesure où il est accompagné d'efforts visant à en améliorer la qualité. Les mesures adoptées pour élargir la couverture des dépenses sociales et les consolider doivent donc être accompagnées de réformes institutionnelles et de gestion propres à accroître la productivité de l'investissement social et, partant, perfectionner la prestation des services et la prise en charge des intéressés.

54. Les participants ont mis en relief certains domaines tels que la décentralisation de la gestion sociale et la réduction parallèle des dépenses administratives, la persistance des efforts de ciblage et l'adoption de mécanismes d'évaluation du rendement. Toute amélioration dans ces domaines dépendra d'une meilleure coordination entre les politiques économiques et sociales. Il faudra, notamment, être très attentif aux répercussions sur l'équilibre budgétaire et macro-économique pouvant résulter de leur décentralisation. De même, la réduction de la rigidité au niveau des dépenses publiques permettrait de disposer d'une marge de manoeuvre plus importante pour affronter certains problèmes sociaux émergents tels que la toxicomanie, la délinquance juvénile et l'insécurité collective.

Panel sur les stratégies visant à l'atténuation de la pauvreté

55. Durant le panel consacré aux stratégies visant à l'atténuation de la pauvreté, les représentants ont souligné que le concept d'efficience des politiques avait longtemps été absent des discussions menées dans ce domaine, bien que constituant un aspect essentiel.

56. Les orateurs se sont accordés à reconnaître que la lutte contre la pauvreté ne relève pas seulement des politiques sociales. Elle n'incombe pas non plus exclusivement à l'Etat. Son caractère multifacétique exige des actions intégrées entre les différents opérateurs économiques, politiques et sociaux.

57. Si la croissance est un facteur déterminant dans l'atténuation de la pauvreté, il n'en est pas moins indispensable d'appliquer des mesures complémentaires dans le domaine social afin d'assurer aux individus les conditions minimales en matière de santé et d'éducation. Il est en outre nécessaire de continuer à mettre en oeuvre des programmes ciblés car toutes les régions ou groupes de personnes ne profitent pas de la même façon des bénéfices de la croissance économique.

58. Les membres du panel ont mis l'accent sur les éléments suivants: i) l'atténuation de la pauvreté reste un enjeu de première importance, notamment en Amérique latine et aux Caraïbes, région qui se caractérise par une répartition fortement régressive des revenus et une concentration de la richesse; ii) l'élimination de la pauvreté passe par la mise en oeuvre d'une approche intégrée faisant intervenir —aux niveaux de la conception et de l'exécution— les entreprises, la société civile et le gouvernement; iii) l'efficacité des politiques sociales dépend avant tout des politiques macro-économiques; iv) on reconnaît de plus en plus l'importance de l'efficacité de la gestion et de la participation de la société locale, et v) le développement du capital humain (amélioration de l'éducation et de la santé) est une condition indispensable au fonctionnement adéquat des systèmes économiques nationaux.

Panel sur l'emploi productif

59. Les interventions ont surtout porté sur le fait que la croissance résultant des dernières réformes économiques n'a guère contribué à atténuer la pauvreté et les inégalités économiques. Et ce, parce que le modèle de croissance ne s'est pas traduit par un nombre suffisant de nouveaux emplois de qualité qui auraient permis aux familles de toutes les couches sociales d'accéder aux bénéfices de la croissance.

60. Dans ce contexte, la région doit entreprendre, à titre prioritaire, une restructuration de son appareil de production afin que le développement et la croissance engendrent des résultats concrets au niveau de l'emploi. Les orateurs ont mis l'accent sur les options suivantes: i) la mise au point d'un nouveau paradigme en matière d'éducation et de formation de façon à pouvoir affronter les enjeux dérivés de l'accroissement de la compétitivité dans une société mondialisée; ii) la récupération de la solidarité systémique, la détermination du plein emploi en tant qu'objectif de la politique économique et l'application des lois du travail aux secteurs non organisés; iii) la recherche de solutions d'ordre non idéologique afin de corriger les distorsions de tous les marchés des facteurs, non seulement dans le domaine de l'emploi; iv) l'adoption de nouvelles technologies et la suppression des distorsions existant au niveau des pratiques en matière d'emploi, en particulier l'indexation des salaires en fonction du taux d'inflation passé et non pas futur, le manque de flexibilité de la journée de travail, qui ne répond pas aux conditions de la demande et la fixation des salaires en fonction des heures de travail plutôt que du rendement.

Panel sur l'intégration sociale

61. Il a été dit qu'une plus forte intégration sociale des pays latino-américains mettrait ces derniers sur un meilleur pied pour affronter certains phénomènes nouveaux résultant de la mondialisation, tant sur le plan économique que social, dans le cadre de mécanismes de politique allant au-delà de la recherche de la croissance dans un contexte d'économies de marché stables. Pour favoriser l'intégration sociale, il fallait non seulement combattre la pauvreté mais aussi l'exclusion, en faisant que les personnes soient mieux à même de fabriquer leur propre bien-être et celui de leurs familles dans le climat actuel d'incertitude individuelle et collective.

62. Les politiques visant à renforcer l'intégration sociale ne doivent pas limiter leur action aux pauvres et aux exclus. Elles doivent également inclure les groupes vulnérables afin d'éviter que l'amélioration de la situation des uns ne se fasse au détriment des autres. Le caractère multifacétique des causes et des effets de la désintégration sociale oblige à faire appel à de nouveaux types d'analyse et d'information portant non seulement sur les individus mais aussi sur d'autres facteurs déterminants tels que la famille, les groupes ethniques, et les regroupements dérivés de la tendance croissante de la ségrégation en fonction du lieu de résidence.

E. ADOPTION DES ACCORDS DE LA CONFERENCE

63. Lors de la dernière séance plénière, tenue le 9 avril 1997, la première Conférence régionale sur la suite donnée au sommet mondial pour le développement social a adopté le Consensus de São Paulo, dont le texte est consigné ci-après.

CONSENSUS DE SAO PAULO

1. Dans le Programme d'action adopté au Sommet mondial sur le développement social (Copenhague, 6-12 mars 1995), il est signalé que: "les commissions régionales, agissant en coopération avec les banques et les organisations intergouvernementales de leurs régions, devraient organiser tous les deux ans une réunion où les États représentés à un haut niveau feraient le point de la suite donnée au Sommet, confronteraient leurs expériences et adopteraient les mesures qui conviennent".
2. Conformément à ces directives, et à l'initiative du Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, les États membres de la CEPALC tiennent la présente réunion, à São Paulo, du 6 au 9 avril 1997, afin d'évaluer le degré d'avancement de l'application des engagements contractés à Copenhague.
3. Cette réunion est tenue avec la collaboration de la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Organisation des États américains (OEA), le Système économique latino-américain (SELA), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).
4. Cette rencontre, à laquelle étaient également présentes les autorités politiques responsables du domaine social des pays respectifs, est un prolongement des efforts consentis par les pays dans le suivi des engagements du Sommet mondial pour le développement social lors des réunions suivantes:
 - i) Réunion des Ministres responsables du développement social du Groupe de Rio, tenue à Buenos Aires en mai 1995;
 - ii) Réunion technique régionale de suivi des accords du Sommet mondial pour le développement social, tenue à Quito en novembre 1995;
 - iii) Séminaire technique interaméricain sur les Programmes d'élimination de la pauvreté, effectué conjointement avec l'OEA, à Buenos Aires, en décembre 1995;
 - iv) Conférence sur le développement social dans le cadre du Sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement, tenue à Iquique en 1996;
 - v) Réunion ministérielle des Caraïbes sur l'élimination de la pauvreté, tenue à Port-of-Spain en novembre 1996.
 - vi) Première réunion de haut niveau sur le développement social tenue dans le cadre de l'Organisation des États américains à Washington, D.C. en février 1997.
5. Dans l'examen du degré d'accomplissement des accords de Copenhague, les gouvernements des États membres de la CEPALC se sont penchés sur la matérialisation de tous les engagements contractés lors du Sommet, et en particulier sur les points de son ordre du jour: l'élimination de la pauvreté, l'objectif du plein emploi et la promotion de l'intégration sociale.

6. Les rapports présentés par les gouvernements sur la mise en oeuvre de ces accords rendent compte de la contribution du Sommet à la consolidation de nombreuses politiques amorcées par les gouvernements de la région dans les années 90. Ils ont également été propices à un échange de vues très enrichissant qui permettra d'aiguiller plus efficacement l'application future de politiques visant à matérialiser les accords émanés du Sommet.
7. Il est impératif de continuer à perfectionner les consensus internes dans les pays de la région, afin de générer un scénario plus propice à la mise en oeuvre des engagements du Sommet.
8. Il faut souligner que les gouvernements et les sociétés civiles de la région ont déployé des efforts importants pour palier les carences existantes en matière sociale. En effet, le niveau de l'investissement public social a augmenté en termes réels dans la plupart des pays de la région, notamment dans le secteur de l'éducation et de la sécurité sociale. Cette augmentation a souvent été accompagnée d'une série de réformes d'ordre social.
9. Une importance particulière a été accordée à la réalisation de réformes éducationnelles visant non seulement à élargir la couverture de l'enseignement, mais également à en corriger les déficiences en termes de qualité, d'accès équitable et de pertinence des contenus; ces réformes cherchent également à établir des passerelles fonctionnelles et efficaces entre l'éducation, la collectivité et les systèmes productifs.
10. En matière de santé, d'une manière globale, on continue d'observer dans les pays de la région une tendance à l'amélioration des conditions de santé de la population. Cependant, de graves disparités persistent entre les différents groupes sociaux, ce qui compromet la capacité future de formation de capital humain. C'est pourquoi plusieurs réformes ont été mises en oeuvre afin de garantir un accès plus équitable aux bénéfices et d'améliorer l'efficacité et la qualité des prestations ainsi que la productivité du secteur, tout en renforçant la capacité régulatrice de l'Etat.
11. En ce qui concerne les régimes de retraite, les réformes actuellement en cours cherchent à accroître les bénéfices ainsi qu'à élargir la couverture moyennant une administration plus rationnelle des ressources, de façon à garantir leur pérennité financière à long et à moyen terme.
12. Dans les années 90, le niveau des dépenses publiques en matière de logement a enregistré une récupération; de même, des efforts notables ont été consentis pour ajuster les programmes de façon à les rendre plus effectifs et assurer un meilleur ciblage des moyens disponibles, tout en faisant appel aux ressources et aux modalités de gestion du secteur privé et de la collectivité organisée.
13. On peut relever, au cours de ces dernières années, de nombreux exemples de coopération positive entre les gouvernements de la région et les sociétés civiles permettant un rapprochement entre les citoyens et les autorités gouvernementales dans la mise au point et l'application des politiques sociales.
14. Au-delà de la diversité des expériences et des degrés variables de réussite, toutes ces réformes font preuve d'un souci évident pour élargir la couverture et améliorer la qualité des services, contrôler plus efficacement l'utilisation des fonds disponibles, perfectionner et renforcer la responsabilité de l'Etat en matière de politique sociale, moderniser la gestion publique afin d'éviter la dispersion des ressources et la superposition des efforts, et favoriser une complémentarité plus adéquate entre les contributions publiques et privées.

15. Cependant, malgré le degré d'avancement de ces processus de réforme, les progrès accomplis dans la région en matière d'équité restent modestes. Cette situation compromet la pérennité du processus de développement, ainsi que la consolidation de l'intégration sociale.
16. Le bilan des transformations économiques réalisées dans la région dans les années 90 fait apparaître à la fois des progrès et des déficiences. On observe, dans la plupart des pays, une reprise économique modérée, une consolidation importante en termes de stabilité macro-économique, de dynamisme et de diversification des exportations, ainsi qu'un accès accru au financement extérieur et une progression marquée de l'interdépendance économique régionale.
17. L'ampleur de la croissance économique, son caractère stable et le fléchissement de l'inflation, le niveau croissant des dépenses sociales, le ciblage plus fin des programmes de lutte contre la pauvreté, ainsi que l'efficacité et l'efficacité des programmes à couverture universelle, de même que la persistance d'un environnement extérieur favorable, sont autant de facteurs décisifs dans l'atténuation de la pauvreté, malgré les profondes disparités existant entre les pays.
18. Cependant, on est encore loin d'atteindre le taux de croissance jugé nécessaire pour combler les déficiences sociales avec la célérité voulue. Les niveaux d'épargne et d'investissement sont insuffisants; le marché de l'emploi manque de vitalité et les carences sociales restent importantes. Les économies demeurent très vulnérables à l'environnement extérieur, et les effets néfastes des aléas extérieurs peuvent donc avoir des répercussions catastrophiques quant à l'incidence et la gravité de la pauvreté, en particulier dans les petits Etats insulaires de la région en développement.
19. Dans la première moitié de la décennie 90, et dans un contexte de profondes disparités nationales, l'incidence de la pauvreté relative sur le plan régional a fléchi de 41 à 39 p.100, ce qui n'a pas suffi à compenser l'augmentation enregistrée durant la décennie antérieure. C'est pourquoi, en termes absolus, le nombre de pauvres est passé de 135.9 millions au début des années 80 à 210 millions en 1994.
20. Le nombre de femmes vivant dans la pauvreté absolue est supérieur à celui des hommes, et le risque, pour celles-ci, de tomber dans la pauvreté est beaucoup plus important que pour ces derniers. Au cours de la dernière décennie, le nombre de femmes pauvres a augmenté d'une façon disproportionnée par rapport aux hommes, et le nombre de foyers dirigés par des femmes a enregistré une augmentation considérable. Les disparités sexospécifiques dans les domaines économique et social et en termes de pouvoir politique restent un des principaux facteurs de féminisation de la pauvreté, ce qui a de graves répercussions pour les femmes et leurs enfants. Les gouvernements ont commencé à prendre des mesures concrètes pour contrecarrer ce phénomène, mais beaucoup reste encore à faire.
21. Le rythme et les caractéristiques de la croissance économique actuelle expliquent que la quantité de nouveaux emplois reste insuffisante pour absorber la force de travail qui s'intègre au domaine productif. La plupart des nouveaux emplois relèvent du secteur non structuré de l'économie. C'est pourquoi le niveau des salaires reste inférieur à celui de 1980 et les revenus sont de plus en plus différenciés au sein de la structure de l'emploi.
22. Le niveau moyen des rémunérations réelles a augmenté d'une façon presque généralisée dans les années 90, bien qu'avec de profondes disparités entre les pays. Cette progression semble néanmoins

en perte de vitesse; le niveau moyen à l'échelle régionale reste inférieur à celui de 1980 et les différences salariales entre hommes et femmes persistent.

23. Les différences entre les niveaux de productivité des secteurs les plus modernes et dynamiques et le reste de l'activité économique tendent à se creuser, ce qui se traduit par une dispersion accrue des revenus de l'emploi. De même, ce phénomène rend partiellement compte de la rigidité de la répartition du revenu qui a accompagné la croissance économique, même dans les expériences nationales les plus positives.
24. La ténacité de la pauvreté et la rigidité sur le plan de la répartition ont constitué un frein à la formation de sociétés plus intégrées, équitables et non-excluantes dans la région. Le processus actuel de mondialisation accentue la gravité des obstacles qui entravent la mobilité et l'intégration sociales; en effet, il se traduit par une profonde asymétrie entre un développement rapide des attentes de consommation —grâce à un accès croissant aux moyens de communication et d'information— et une faible incorporation au développement, résultant d'un taux de croissance insuffisant et d'une répartition concentrée des fruits de cette croissance. D'autre part, de nouveaux enjeux se posent au niveau de l'intégration sociale à la suite des profonds changements subis par les espaces traditionnels de socialisation, à savoir la famille, la communauté et l'école, résultant du processus actuel de développement.
25. A la lumière de ce qui précède, les États membres de la CEPALC renouvellent leur engagement d'adopter des mesures propres à la matérialisation des objectifs établis dans la Déclaration de Copenhague et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social. Dans ce contexte, ils s'engagent à:
 - i) accorder la priorité aux questions relevant du domaine social et, pour ce faire, renforcer la capacité institutionnelle de l'Etat et des autorités en matière sociale, et assurer une distribution adéquate des ressources de façon à ce que la croissance se déroule dans un climat d'équité;
 - ii) veiller au bon fonctionnement des institutions démocratiques, au respect des Droits de l'homme et de la diversité culturelle de l'Amérique latine et des Caraïbes, en tant que condition indispensable à une croissance stable et à un développement social efficace;
 - iii) garantir que le développement social soit inscrit parmi les priorités de l'Etat et que l'action gouvernementale requise soit accompagnée, en permanence, de la participation de la société civile;
 - iv) garantir une approche intégrée des volets économique, social et environnemental du développement;
 - v) renforcer les liens de complémentarité entre un niveau élevé et stable de croissance et un développement humain, en réaffirmant le rôle des politiques sociales en tant que politiques d'Etat dans la recherche d'une équité et d'une intégration sociale accrues et tirer pleinement parti de la contribution des politiques environnementales en faveur des objectifs du développement social;
 - vi) étudier les synergies potentielles entre les programmes de protection et d'amélioration de l'environnement et le développement social;

vii) utiliser les mécanismes d'intégration, de coopération économique et technique et de concertation productive existant à l'échelon régional pour mettre au point de nouvelles technologies et approches, échanger des données d'expérience et évaluer de façon permanente les progrès accomplis dans la matérialisation des engagements contractés au Sommet social;

viii) établir une base de données concernant les expériences positives menées dans la région en matière de politiques sociales, en mettant notamment l'accent sur les mesures adoptées à l'échelon local et sur les actions visant à encourager l'utilisation de technologies propres à favoriser la création d'emplois, l'accès aux services sociaux et l'intégration sociale;

ix) veiller à introduire un volet plus important d'équité dans les systèmes de sécurité sociale et étudier les options disponibles pour en étendre la couverture au secteur non structuré et aux travailleurs indépendants;

x) mettre sur pied un réseau régional d'information intergouvernementale sur les expériences de création d'emplois productifs et les programmes efficaces de formation professionnelle à l'emploi, ainsi que sur les politiques et les mécanismes de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, afin de favoriser l'échange de données d'expérience et d'informations, notamment les instruments d'évaluation des politiques sociales;

xi) étudier les structures institutionnelles actuelles en matière de planification, de mise en oeuvre, de suivi des politiques et des programmes de développement social, afin de les renforcer et favoriser une approche participative de la planification et du développement social à tous les niveaux;

xii) continuer à prêter attention à la situation des groupes vulnérables, dont les enfants, les adolescents, les jeunes, les personnes âgées, les handicapés, les femmes défavorisées, les groupes autochtones et les réfugiés, et poursuivre les programmes visant à assurer leur protection et leur réinsertion;

xiii) continuer de chercher et d'élaborer des solutions durables au problème des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées au sein de la région à l'aide de stratégies de prévention et l'octroi d'asile à ceux qui ont besoin d'une protection internationale, en renforçant les institutions gouvernementales directement concernées et en collaborant avec les institutions internationales pertinentes, les organismes financiers et les organisations non gouvernementales;

xiv) encourager la société civile et les organisations de coopération internationale à adopter des mesures propres à assurer et à renforcer l'examen et le suivi des politiques sociales et de coopération selon les spécificités de chaque sexe, de façon à ce que l'analyse, l'approche et la planification sexospécifiques soient pleinement intégrées au niveau de la conception, de la mise en oeuvre, de la gestion et de l'évaluation des politiques et des programmes de développement social;

xv) poursuivre les efforts visant à acheminer d'une façon adéquate les ressources extérieures aux fins du développement;

xvi) veiller à ce qu'il soit dûment tenu compte, dans la mise en oeuvre des politiques de développement social, des accords souscrits lors des conférences mondiales des Nations Unies sur l'enfance, l'environnement et le développement, la population et le développement, les droits de

l'homme, les femmes, les établissements humains, l'alimentation et les soins de santé primaires; veiller également à s'abstenir d'appliquer toute mesure unilatérale qui ne soit pas conforme au droit international et à la Charte des Nations Unies et qui fasse obstacle au développement des relations commerciales entre les Etats.

26. Les États membres de la CEPALC demandent au Secrétariat de la Commission d'organiser, dans deux ans, une nouvelle réunion où seraient analysés les progrès accomplis et les obstacles rencontrés en matière de développement social dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Annexe 1

LISTE DE PARTICIPANTS

**A. Estados miembros de la Comisión
Member States of the Commission
Etats Membres de la Commission**

ARGENTINA

Representante/Representative:

Eduardo Amadeo, Secretario de Desarrollo Social de la Presidencia de la Nación

Miembros de la delegación/Delegation members:

Leonardo Di Pietro, Subsecretario de Políticas Sociales

Silvia Gascón, Subsecretaria de Proyectos Sociales, Secretaría de Desarrollo Social, Presidencia de la Nación

Viviana I. Fridman, Coordinadora General de la Unidad de Financiamiento Internacional

Irene Novacovsky, Coordinadora de SIEMPRO (Sistema de Información, Monitoreo y Evaluación de Programas Sociales), Secretaría de Desarrollo Social

Jorge Carpio, Coordinador, Unidad de Políticas Sociales de SIEMPRO, Secretaría de Desarrollo Social

Marcela López Somoza

Miriam Beatriz Cháves, Cónsul Adjunto de la República Argentina en Sao Paulo

BARBADOS

Representante/Representative:

Shirley Stroude, Senior Administrative Officer, Ministry of Labour, Community Development and Sports

Miembros de la delegación/Delegation members:

Francia Jordon, Economist, Ministry of Finance and Economic Affairs

BELICE/BELIZE

Representante/Representative:

Evan Dakers, Social Planner, Ministry of Human Resources, Women Affairs and Youth Development

BOLIVIA

Representante/Representative:

Marcos Tufiño Banzer, Secretario Nacional de Desarrollo Humano

BRASIL/BRAZIL

Representante/Representative:

Luiz Paulo Lindenberg Sette, Embajador, Presidente de la Comisión Organizadora de la Primera Conferencia Regional de Seguimiento de la Cumbre Mundial sobre Desarrollo Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

José Gregori, Jefe de Gabinete del Ministro de Justicia

Marco Antonio Diniz Brandao, Director General del Departamento de Derechos Humanos y Temas Sociales del Ministerio de Relaciones Exteriores

Vilmar Evangelista Faria, Asesor Especial de la Presidencia de la República, Secretaría de Coordinación de la Cámara de Política Social

Anna Maria Tibúrcio Medeiros Peliano, Secretaria Ejecutiva del Programa Comunidad Solidaria

Marcela Maria Nicodemos, Jefe de la División de Temas Sociales del Ministerio de Relaciones Exteriores

Bruno de Risios Bath, Primer Secretario, División de Temas Sociales del Ministerio de Relaciones Exteriores

Silvana Polich, Subjefe de División de Temas Sociales del Ministerio de Relaciones Exteriores

Ceres Alves Prates, Asesora Especial de la Casa Civil de la Presidencia de la República

Inácio Augusto de Azevedo Barbosa, Asesor de la Subjefatura de Coordinación de Acción Gubernamental de la Casa Civil de la Presidencia de la República

Mariano de Matos Macedo, Director de Política Social del Instituto de Investigación Económica Aplicada del Ministerio de Planificación

Paulo Guapindaia Joppert, Coordinador Administrativo de la Comisión Organizadora de la Primera Conferencia Regional de Seguimiento de la Cumbre Mundial sobre Desarrollo Social

CANADA

Representante/Representative:

Denis Marcheterre, Primer Secretario, Cooperación

CHILE

Representante/Representative:

Roberto Pizarro, Ministro de Planificación y Cooperación

Miembros de la delegación/Delegation members:

Heraldo Muñoz, Embajador de Chile en Brasil

Reinaldo Ruiz, Jefe de la División Social del Ministerio de Planificación

José Concha, Asesor del Ministro de Salud Pública en Atención Primaria y Programa de Pobreza

Samuel Ossa, Segundo Secretario, Dirección de Política Multilateral del Ministerio de Relaciones Exteriores

COLOMBIA

Representante/Representative:

Martha Lafaurie de Arévalo, Cónsul General de Colombia

COSTA RICA

Representante/Representative:

Rosemarie Ruiz, Presidenta Ejecutiva, Instituto Mixto de Ayuda Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

Paulo Sauma, Asesor del Despacho del Ministerio de Planificación y Política Económica

CUBA

Representante/Representative:

Raúl Taladrid Suárez, Viceministro, Ministerio para la Inversión Extranjera y la Colaboración (MINVEC)

Miembros de la delegación/Delegation members:

Mayra Lavigne, Viceministra del Trabajo y Seguridad Social

Evasio Armando Suárez García, Cónsul General de Cuba en São Paulo

Ivette Suárez Cabrera, Especialista, Dirección de Organismos Económicos Internacionales del MINVEC

Edith María Felipe Duyos, Investigadora del Centro de Investigación de la Economía Mundial (CIEM)

DOMINICA

Representante/Representative:

Hon. Gertrude Roberts, Minister for Community Development and Women's Affairs

Miembros de la delegación/Delegation members:

Samuel Carrette, Local Government Commissioner

ECUADOR

Representante/Representative:

Gonzalo Eduardo Baquero, Ministro de Bienestar Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

Pedro Kalim Kury, Cónsul de Ecuador en São Paulo

EL SALVADOR

Representantes/Representatives:

Aída Verónica Simán Betancourt, Directora General de la Unidad Social, Ministerio de Relaciones Exteriores

ESPAÑA/SPAIN

Representante/Representative:

Eduardo de la Iglesia, Cónsul General de España en São Paulo

Miembros de la delegación/Delegation members:

Rafael de Górgolas, Primer Secretario, Embajada de España en Brasilia
Josefina Silva, Vicecónsul de España en São Paulo

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA/UNITED STATES OF AMERICA

Representante/Representative:

Melissa Wells, Cónsul General de Estados Unidos en São Paulo

FRANCIA/FRANCE

Representante/Representative:

Alain de Keghel, Représentant Permanent a.i. de la France

Miembros de la delegación/Delegation members:

Jean Lévy, Consul Général de France à São Paulo

Patrice Servantie, Consul Adjoint de France à São Paulo

Jean-Yves Merian, Attaché culturel du Consulat Général de France à São Paulo

HAITI

Representante/Representative:

Amedée Pierre Denis, Ministre des Affaires Sociales et Travail

Miembros de la delegación/Delegation members:

Fils-Aimé Pegdy, Ministère des Affaires Sociales et Travail

Desrameaux Volmy Fils, Directeur Planification, MAS

ITALIA/ITALY

Stefano Canavesio, Ministro Plenipotenziario, Cónsul General de Italia en São Paulo

Miembros de la delegación/Delegation members:

Chiara Venier, Experta en Políticas Sociales, Dirección General de Cooperación para el Desarrollo

Barbara Tarullo, Colaboradora Económica Financiera, Consulado de Italia en São Paulo

JAMAICA

Representante/Representative:

Faith Innerarity, Director, Social Security and Sport, Ministry of Labour, Social Security and Sports

Miembros de la delegación/Delegation members:

Mary Clarke, Coordinator, Social and Manpower Planning Division, Planning Institute of Jamaica

MEXICO

Representante/Representative:

Gabriel Tarriba Unger, Director de Evaluación Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

Rosalba Carrasco Licea, Directora General de Evaluación y Seguimiento, Secretaría de Desarrollo Social

Martha Navarro Diosdado, Cónsul Alterna, Consulado General de México en São Paulo

NICARAGUA

Representante/Representative:

Jamileth Bonilla Madrigal, Ministra de Acción Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

Amalia Frech, Directora, Comisión de la Niñez

PAISES BAJOS/NETHERLANDS

Representante/Representative:

Steven E. Ramondt, Ambassador of the Netherlands in Santiago, Chile

PANAMA

Representante/Representative:

Edgar Spence Herrera, Director General de Organismos y Conferencias Internacionales del Ministerio de Relaciones Exteriores

Miembros de la delegación/Delegation members:

Rubén Pacheco Díaz, Director General de Planificación, Ministerio de Vivienda

Leonor Calderón, Coordinadora Internacional, Presidencia de la República

Orcila de Constable, Directora de Desarrollo Institucional del Ministerio de Planificación y Política Económica

PARAGUAY

Representante/Representative:

Roberto Elías, Coordinador General, Secretaría de Acción Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

Bernardo Esquivel Vaesken, Jefe del Departamento Social

Carmen Alicia Olmedo de Rodas, Funcionaria del Ministerio de Relaciones Exteriores

PERU

Representante/Representative:

William Toro, Viceministro, Ministerio de Promoción de la Mujer y Desarrollo Humano

Miembros de la delegación/Delegation members:

Enrique Palacios Reyes, Cónsul General del Perú en São Paulo

REINO UNIDO/UNITED KINGDOM

Representante/Representative:

Roger Brown, Cónsul General en São Paulo

REPUBLICA DOMINICANA/DOMINICAN REPUBLIC

Representante/Representative:

Rafael Camilo, Director de la Oficina Nacional de Planificación (ONAPLAN)

Miembros de la delegación/Delegation members:

Clarissa León de Fernández, Asesora del Vicepresidente de la República

Maritza Rossi, Directora de la Oficina Nacional de Estadísticas (ONE)

Minerva Vincent, Secretaría de Estado de Educación, Bellas Artes y Cultos (SEEBAC)

Raisa Facundo, Directora del Departamento de Planificación Social de la Oficina Nacional de Planificación

Minerva Vincent de Camilo, Asesora Técnica, Secretaría de Educación

SAINT KITTS Y NEVIS/SAINT KITTS AND NEVIS

Representante/Representative:

Roslyn Hazelle, Director of the Women's Affairs, Ministry of Women's Affairs

SANTA LUCIA/SAINT LUCIA

Representante/Representative:

Ezra Jn. Baptiste, Chief, Social Planning Officer, Ministry of Planning

Miembros de la delegación/Delegation members:

Darrel Montrope, Social Planning Officer, Ministry of Planning, Development and Environment

TRINIDAD Y TABAGO/TRINIDAD AND TOBAGO

Representante/Representative:

Cheryl Blackman, Permanent Secretary, Ministry of the Minister Extraordinaire and of Tobago Affairs

URUGUAY

Representante/Representative:

Mario Curbelo, Viceministro, Ministerio del Trabajo y Seguridad Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

Máximo Halty, Director, Programa Fortalecimiento Area Social

VENEZUELA

Representante/Representative:

Carlos Altimari, Ministro de la Familia

Miembros de la delegación/Delegation members:

Gonzalo Prieto-Oliveira, Consejero, Ministerio de Relaciones Exteriores
Blanca Montilla, Adicto, Consulado de Venezuela en São Paulo

**B. Estados miembros de las Naciones Unidas que no lo son
de la Comisión y participan con carácter consultivo
Member States of the United Nations not members of the
Commission and participating in a consultative capacity
Etats membres des Nations Unies qui ne sont pas membres de la
Commission et y participant à titre consultatif**

CROACIA/CROATIA

Representante/Representative:

Luka Mestrovic, Embajador de Croacia en Brasil

CHINA

Representante/Representative:

Li Guoxin, Embajador de la República Popular China en Brasil

Miembros de la delegación/Delegation members:

Duan Juhua, Primer Secretario de la Embajada de la República Popular China en Brasil
Wang Wei, Adicto, Embajada de la República Popular China en Brasil

FEDERACION DE RUSIA/RUSSIAN FEDERATION

Representante/Representative:

Iossif Podrajanetz, Embajador ante el Gobierno de Brasil

Miembros de la delegación/Delegation members:

Vladimir Avrorski, Cónsul General de Rusia en São Paulo
Arkadia Zaikin, Tercer Secretario

GRECIA/GREECE

Representante/Representative:

Efstratios Grigoriou, Cónsul General en São Paulo

INDIA

Representante/Representative:

Ishrat Aziz, Ambassador of India in Brasil

Miembros de la delegación/Delegation members:

Rengaraj Viswanathan, Consul General de India en São Paulo
B.D. Asri

INDONESIA

Representante/Representative:

Adian Silalahi, Ambassador of Indonesia to Brazil

Miembros de la delegación/Delegation members:

J. Subagia Made, Embassy of Indonesia in Brazil

JAPON/JAPAN

Representante/Representative:

Shohiro Maki, Consul General de Japón en São Paulo

LIBANO/LEBANON

Representante/Representative:

Charbel Aoun, Cónsul General del Líbano en São Paulo

REPUBLICA ARABE SIRIA/SYRIAN ARAB REPUBLIC

Representante/Representative:

Mohamed Kabour, Cónsul General en São Paulo

REPUBLICA CHECA/CZECH REPUBLIC

Representante/Representative:

Petr Sinkula, Cónsul General de la República Checa en São Paulo

REPUBLICA DE COREA/REPUBLIC OF KOREA

Representante/Representative:

Soo-Young Lim

Miembros de la delegación/Delegation members:

Sang Shik Park, Cónsul en São Paulo

Cristina Pereira, Intérprete, Consulado General de la República de Corea

RUMANIA/ROMANIA

Representante/Representative:

Alexandru Atanasiou, Ministro del Trabajo y de Seguridad Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

Beni Feldmann, Contacto de la Embajada de Rumania

SUDAFRICA/SOUTH AFRICA

Representante/Representative:

Edith V. Vries, Professor, Department of Welfare

**C. Estados que no son miembros de las Naciones Unidas
y que participan con carácter consultivo
States not members of the United Nations and participating
in a consultative capacity
Etats non membres des Nations Unies et participant
à titre consultatif**

SANTA SEDE/HOLY SEE

Representante/Representative:

Monseñor Andrés Carrascosa, Consejero de la Nunciatura, Brasilia

Miembros de la delegación/Delegation members:

Leonidas Ortiz Lozada, Secretario Ejecutivo Pastoral Social - CELAM
Tibor Sulik, Miembro Pontificio Consejo Justie Paz

SUIZA/SWITZERLAND

Representante/Representative:

André Brohy, Cónsul, Consulado General de Suiza en São Paulo

**D. Naciones Unidas
United Nations
Nations Unies**

John Langmore, Director, División de Política Social y Desarrollo, Departamento de Coordinación de Políticas y de Desarrollo Sostenible

**E. Organismos de las Naciones Unidas
United Nations bodies
Organisations rattachées à l'Organisation des Nations Unies**

Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR)/Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)/Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Guilherme Lustosa da Cunha, UNHCR Regional Representative for South America
Cristián Koch, Encargado de Misión en Brasilia

Programa Mundial de Alimentos (PMA)/World Food Programme (WFP)/Programme alimentaire mondial (PAM)

Francisco Roque Castro, Regional Director for Latin America and the Caribbean

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)/United Nations Development Programme (UNDP)/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Jacob Simonson, Deputy Director, Regional Bureau for Latin America and the Caribbean
Enrique Ganuza, Asesor Especial
Caterina Valero-Alemán, Consultora Regional del PNUD

Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente (PNUMA)/United Nations Environment Programme (UNEP)/Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Uttam G. Dabholkar, Director, Policy

Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF)/United Nations Children's Fund (UNICEF)/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

Marta Maurás, Directora para América Latina y el Caribe
Alberto Minujin, Asesor Regional Encargado de Política Social
Eduardo Bustelo, Asesor Regional sobre Desarrollo Humano

Fondo de Desarrollo de las Naciones Unidas para la Mujer (UNIFEM)/United Nations Development Fund for Women (UNIFEM)/Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)

Branca Moreira Alves, Coordinadora Regional para Brasil/Cono Sur de UNIFEM y Representante de la Directora

F. Organismos especializados
Specialized agencies
Institutions spécialisées

Organización Internacional del Trabajo (OIT)/International Labour Office (ILO)/Organisation internationale du travail (OIT)

Víctor Tokman
Gerald Rogers

Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación/Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Richard Fuller, Representative in Brazil

Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura/United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Francisco López Segrera, Consejero Regional de Ciencias Sociales

Organización Mundial de la Salud-Organización Panamericana de la Salud (OMS-OPS)/World Health Organization-Pan American Health Organization (WHO-PAHO)/Organisation mondiale de la santé-Organisation panaméricaine de la santé (OMS-OPS)

Irene Klinger, Chief of the Office of External Relations

Edward Greene, Advisor on Public Policy and Health

Juan Antonio Casas, Director, División Salud y Desarrollo

César Vieira, Coordinador, Programa de Políticas Públicas y Salud

Rodrigo Guerrero, Health Promotion Advisor

Norberto Martínez Cuéllar, Representante Adjunto OPS/OMS en Brasilia

Banco Mundial-Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento (BIRF)/World Bank-International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)/Banque mondiale-Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

Robert Ayres, Office of the Chief Economist

Fondo Monetario Internacional (FMI)/International Monetary Fund (IMF)/Fonds monétaire international (FMI)

Claudio M. Loser, Director, Western Hemisphere Department

Organización de las Naciones Unidas para el Desarrollo Industrial (ONUDI)/United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)/Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Peter Skupch, UNIDO Country Director in Colombia

**G. Otras organizaciones intergubernamentales
Other intergovernmental organizations
Autres organisations intergouvernementales**

Banco de Desarrollo del Caribe/Caribbean Development Bank (CDB)/Banque du développement du Caraïbe

Jefrey W. Dellimore, Deputy Director, Social Development

Banco Interamericano de Desarrollo (BID)/Inter-American Development Bank (IDB)/Banque interaméricaine de développement (BID)

Enrique V. Iglesias, Presidente

Claudio de Moura Castro, Jefe, División de Programas Sociales

Comisión de las Comunidades Europeas/Commission of the European Communities (CEC)/Commission des Communautés européennes (CCE)

M. Helena Neves, Consejera

Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO)/Latin American Faculty of Social Sciences/Faculté latinoaméricaine de sciences sociales

Daniel Filmus, Director Sede en Argentina

Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA)/Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture/Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

Ernaní Fiori, Director Regional

Gustavo Silva Filho, Representante Adjunto en Brasil

Organización de los Estados Americanos (OEA)/Organization of American States (OAS)/Organisation des Etats américains

Benno Sander, Director de Desarrollo Social y Educación

Carlos M. Gallegos, Coordinador de Políticas Sociales de la Unidad de Desarrollo Social y Educación

Organización Internacional para las Migraciones (OIM)/International Organization for Migration (IOM)/Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

G. Mussig, Chief of Mission

Sistema Económico Latinoamericano (SELA)/Latin American Economic System/Système économique latino-américain

Antonio Leone, Jefe de Proyectos

H. Organizaciones no gubernamentales reconocidas como entidades consultivas por el Consejo Económico y Social
Non-governmental organizations recognized by the Economic and Social Council as having consultative status
Organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social reconnaît le statut consultatif

CATEGORIA I

Consejo Internacional de Bienestar Social/International Council on Social Welfare (ICSW)/Conseil international de l'action sociale (CIAS)

Julian Disney, President

María da Penha Franco, Presidente ICSW/América Latina y Caribe

Adela María Puente, ICSW/CADAS Argentina

Federación Internacional de Mujeres Profesionales y de Negocios/International Federation of Business and Professional Women (IFBPW)/Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales (FIFCLC)

Susana Reich, Representante ante la CEPAL

Federación Sindical Mundial (FSM)/World Federation of Trade Unions (WFTU)/Fédération syndicale mondiale (FSM)

Antonio Fernandes Dos Santos Neto, Presidente CGT-Brasil y Presidente FSM

María Luisa Pimentel, Miembro del Consejo General FSM

Marisa Santos, Asesora

CATEGORIA II

Alianza Mundial de Asociaciones Cristianas de Jóvenes (ACJ)/World Alliance of Young Men's Christian Associations (YMCA)/Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG)

Marco A. Hochsheit, Secretario General de la ACJ de Porto Alegre

José Calza Caporal, Secretario Ejecutivo ACJ

Vilmar Arno, Federación Brasileña de Asociaciones Cristianas de Jóvenes

Asociación Latinoamericana de Organizaciones de Promoción (ALOP)/Latin American Association of Development Organizations/Association latino-américaine des organisations de promotion

Jorge Eduardo Saavedra Durao, Representante (Director Ejecutivo de FASE)

Comisión Sudamericana por la Paz, la Seguridad Regional y la Democracia/South American Commission for Peace, Regional Security and Democracy/Commission sud-américaine pour la paix, la sécurité régionale et la démocratie

Carlos Contreras, Secretario Ejecutivo

ROSTER

Consejo Internacional para la Educación de Adultos/International Council for Adult Education (ICAE)/Conseil international d'éducation des adultes (CIEA)

Sergio Haddad, (Secretario) Representante

María Clara di Pierro, Coordinadora Subregión Sudeste Brasil, CEAAL

Fundación Friedrich Ebert/Friedrich Ebert Foundation/Fondation Friedrich Ebert

Achim Wachendorfer, Director

I. Otras organizaciones no gubernamentales

Other non-governmental organizations

Autres organisations non gouvernementales

Asociación de Organizaciones No-Gubernamentales (ASONG)

Elena Torres Seguel, Presidenta ASONG, Federación Nacional de Mujeres y Asociación de Abogadas Matilde Throup

J. Otros invitados

Other guests

Autres invités

Gobierno del Estado de São Paulo

Cláudia Marques Maximino, Consejera, Consejo Nacional de Salud

Martha Terezinha Godinho, Secretaria de Estado de Infancia, Familia y Bienestar Social

Armando de Barros Castro, Fundación SEADE, Pontificia Universidad Católica de São Paulo

María Aparecida de Laia, Presidente, Consejo de la Condición Femenina

Regina Faria, Asesora del Gobierno de São Paulo

Lair Moura Sala Malavila, Consejera, Consejo Nacional de Asistencia Social

María Luiza Vianna, Asesora del Ceremonial del Gobierno del Estado de São Paulo

Anna María Azevedo, Coordinadora de Programas

Instituto Interamericano de Derechos Humanos (IIDH)

Antonio Cançado Trindade, Miembro del Consejo Directivo

Parlamento Latinoamericano

Jorge Gustavo Boucherie, Secretario Operativo de la Comisión de Deuda Social del Parlamento Latinoamericano

K. Invitados Especiales
Special guests
Invités spéciaux

MESA REDONDA

Marcos Caramuru de Paiva
Asesor Internacional del Ministro de Hacienda del Brasil

Roberto Pizarro
Ministro, Ministerio de Planificación y Cooperación de Chile

José Antonio Ocampo
Ministro de Hacienda y Crédito Público de Colombia

Francisco de Paula Gutiérrez
Ministro de Hacienda de Costa Rica

Faith Innenarity, Director, Social and Manpower Planning Division, Planning Institute of Jamaica

PANEL EMPLEO PRODUCTIVO

Moderador: Sr. Osvaldo Hurtado, ex Presidente del Ecuador

Robert Ayres
Office of the Chief Economist, The World Bank

Víctor Tokman
Subdirector General
Oficina Regional para América Latina y el Caribe, OIT

Agustín Ibarra
Secretario Ejecutivo, Consejo de Normalización y Certificación de la Competencia Laboral, México

Joseph Ramos, Director, División de Desarrollo Productivo y Empresarial, CEPAL

PANEL POBREZA

Moderador: Benno Sander

Director, Unidad Desarrollo Social y Educación, OEA

Ruth Cardoso

Primera Dama y Presidenta, Programa Comunidad Solidaria, Brasil

Claudio de Moura Castro, Jefe, División de Programas Sociales, BID

Edward Greene, Asesor Regional en Salud y Reducción de la Pobreza, OPS

Enrique Ganuza, Asesor Especial en Asuntos de Pobreza, PNUD

Rosemarie Ruiz Bravo, Presidenta Ejecutiva, Instituto Mixto de Ayuda Social (IMAS), Costa Rica

INTEGRACION SOCIAL

Moderador: Patricio Aylwin, ex Presidente de Chile, Presidente de la Comisión Latinoamericana y del Caribe sobre Desarrollo Social

Rodrigo Guerrero

Asesor Regional en Salud, Violencia - Programa de Estudios de Vida y Salud Ambiental, División de Promoción y Protección de la Salud, OPS/OMS

Rodolfo Stavenhagen, Profesor, El Colegio de México

Marta Maurás, Directora para América Latina y el Caribe, UNICEF

Eduardo Amadeo, Secretario de Desarrollo Social, Argentina

**L. Secretaría
Secretariat
Secrétariat**

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL)/Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC)/Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Gert Rosenthal, Secretario Ejecutivo

Ernesto Ottone, Secretario de la Comisión

Rolando Franco, Director, División de Desarrollo Social

Joseph Ramos, Director, División de Desarrollo Productivo y Empresarial

Pedro Sáinz, Director, División de Estadísticas y Proyecciones Económicas

Miriam Krawczyk, Jefa, Unidad Mujer y Desarrollo, Secretaria Adjunta de la Comisión

Osvaldo Rosales, Oficial de Asuntos Económicos, Secretaría Ejecutiva

Pascual Gerstenfeld, Experto de la División de Desarrollo Social

Andras Uthoff, Asesor Regional de la Unidad de Financiamiento

Adriana Valdés, Directora, División de Documentos y Publicaciones

Gerardo Mendoza, Oficial de Programas Asociado, Oficina del Secretario de la Comisión

Sede Subregional de la CEPAL en México/ECLAC Subregional Headquarters in México/Bureau sous-régional de la CEPALC à México

Horacio Santamaría, Director

Sede Subregional de la CEPAL para el Caribe/ECLAC Subregional Headquarters for the Caribbean

Barbara Boland, Oficial a cargo

Oficina de CEPAL Brasilia

Renato Baumann, Oficial a cargo

Annexe 2

LISTE DE DOCUMENTS

LC/G.1952(CONF.86/1)	Ordre du jour provisoire
LC/G.1953(CONF.86/2)	Annotations de l'ordre du jour
LC/G.1954(CONF.86/3)	Le fossé en matière d'équité. L'Amérique latine, les Caraïbes et le Sommet social